

CONSOMMER POUR GASPILLER

Les mutations de la consommation au regard du gaspillage

On pouvait supposer que les répercussions de la « crise énergétique » auraient, directement ou indirectement, des effets majeurs sur la structure de la consommation individuelle et conduiraient même à modifier certaines consommations collectives. En fait, ces répercussions de la « crise énergétique » ont été peu sensibles dans le court terme. Mais à long terme, il risque d'en aller différemment. Au demeurant, il ne serait pas souhaitable qu'en sens inverse une politique anti-gaspillage ne s'appuie pas très fortement sur des modifications à apporter à la consommation individuelle ou collective.

Les modifications de la consommation ne sont indifférentes ni à l'environnement ni à l'exercice d'une politique anti-gaspillage. La qualité de la vie est également fonction de la qualité de la consommation qui intègre à des éléments purement quantitatifs un certain nombre de données qualitatives. Une mutation des habitudes de consommation peut avoir des répercussions favorables sur la qualité de vie si elle conduit par la lutte contre le gaspillage, à diminuer par exemple les encombrements, la pollution atmosphérique, les nuisances acoustiques, la dégradation des sites par les déchets.

Le renchérissement de l'énergie et de certaines grandes matières premières aura une série de conséquences sur la consommation et l'appareil de production. A pouvoir d'achat constant, la quantité de matière proposée, compte tenu de l'augmentation de son coût, sera moindre. La demande risque de subir une mutation importante qui, pour respecter le niveau et la qualité de vie, devra conduire à repenser les objets en termes de services et de satisfaction, plutôt qu'en terme de quantité. Cette mutation est susceptible d'entraîner une promotion des consommations collectives et de biens durables, ainsi que des consommations de biens immatériels et culturels. Elle conduit également à des consommations de substitution.

De l'auto à l'autobus

La hausse du coût du carburant-auto par exemple inversera une longue ten-

dance à la baisse relative de ce produit. L'évolution du prix de la voiture (neuve et d'occasion) et du carburant entre 1959 et 1973, toujours plus favorable, comparée à l'indice des prix des transports en commun, avait largement contribué à orienter la demande vers les transports individuels. Si les prix relatifs des deux modes de transport devaient maintenant, de façon durable, diverger en sens inverse - et à condition qu'un effort important soit fait pour développer les transports en commun en termes de commodité et de confort - on assisterait certainement à un déplacement du trafic vers ces derniers. Outre les effets sur l'encombrement, certains estiment que le style de vie urbain pourrait s'en trouver sensiblement modifié. La mise en place de facilités pour les transports en commun, en incitant à un abandon progressif de la voiture individuelle, rendrait en effet possible un usage différent de la voirie (voies cyclables, zones piétonnes...). La ville retrouverait ainsi dans certains de ses quartiers une vie qu'elle a souvent perdue.

Un secteur entier, celui des transports, s'en trouverait cependant bouleversé : l'emploi total ne varierait peut-être pas, le développement de la main-d'œuvre dans les transports collectifs compensant la baisse dans la production des voitures. Toutefois, les effectifs employés seront de qualifications différentes, de sorte qu'on pourrait simultanément connaître des débauchages (et un reflux d'une main-d'œuvre immigrée peu qualifiée) dans le secteur auto et une forte tension sur le marché - et sur les salaires - de travailleurs qualifiés en forte demande pour les nouveaux modes de transport. Ces mutations qui transformeraient l'appareil productif devraient être soigneusement préparées par une planification qui, en ménageant les transitions nécessaires, permettra les transferts d'un type d'activité à l'autre.

Du particulier au collectif

Bien d'autres substitutions sont concevables et certaines peuvent être encouragées, entre une consommation individuelle et une consommation collective ou en tout cas plus collective. Le développement de l'utilisation collective d'un certain nombre de biens des ménages dont le coefficient d'utilisation est faible peut être renforcé. Il pourrait prendre une place accrue pour des biens tels que l'auto, les machines à laver. Une telle utilisation collective, au niveau de

groupes d'appartements ou d'immeubles, devrait être organisée ou en tout cas facilitée (entretien par un personnel spécialisé ; ce que l'emploi perdrait à la diminution de la production de ces biens serait retrouvé dans ces nouveaux services). On peut aussi penser à une meilleure utilisation des résidences secondaires par la mise sur pied de divers moyens dont on connaît déjà en France certaines expériences.

Rendue nécessaire pour permettre la promotion des utilisations collectives, la plus grande durabilité des divers produits offerts à la demande est également une caractéristique de la nouvelle consommation à promouvoir. Sans qu'elle soit généralisable, cette tendance est intéressante. La crise conduisant à consommer moins de matière inciterait à une production de moindre qualité. Il s'agira au contraire de la maintenir pour satisfaire à cette exigence de durabilité. Elle entraînera une moindre production « en poids » mais la plus grande quantité de valeur ajoutée qu'elle suppose au niveau de l'emploi compensera cette diminution ; la nécessité d'entretenir et de réparer conduira également au développement de l'emploi dans les secteurs correspondants. Il est à craindre que l'offre de pareils services, uniquement rendus par des entreprises individuelles, ne progresse pas assez vite, les métiers artisanaux ayant été quelque peu dépréciés au cours du demi-siècle. Une action de promotion serait donc nécessaire.

Un habitat économique

Des substitutions entre produits doivent être également encouragées qui pourraient conduire à un arbitrage en faveur de moyens plus économiques et plus favorables à la qualité de l'environnement, que ceux qui sont actuellement employés. De même, on pourrait revoir le recours à des matières synthétiques consommatrices de ressources non renouvelables au profit de produits plus naturels ou meilleurs au regard de l'économie de certains produits rares. Enfin, des pratiques plus conformes au souci de ménager l'espace et le temps permettraient de substituer par exemple à certains déplacements urbains la pratique accrue des commandes par téléphone (assorties de livraisons par véhicules collectifs).

Le chauffage des locaux et de l'eau est aussi un poste « énergie » où les ménages chercheront à faire des économies. Le faible coût des combustibles

Ce texte est extrait d'une première version du rapport « La lutte contre le gaspillage : une nouvelle politique économique ; une nouvelle politique de l'environnement ». Documentation française (oct. 1974).

avait jusqu'à présent conduit à des installations économiques au montage (faible isolation thermique) mais dispendieuses en calories bon marché. Dès lors que ces dernières deviennent chères, on peut s'attendre à ce que de nombreux ménages investissent (en comprimant au besoin d'autres dépenses ou en recourant au crédit ou à l'épargne-logement) l'équivalent d'une saison ou deux de chauffage au prix actuel pour économiser jusqu'à 50 % de leurs charges de chauffage les années suivantes. Ces investissements porteront sur des appareillages ayant un meilleur rendement énergétique et sur des thermostats, mais aussi sur un meilleur calfeutrage des locaux : doubles fenêtres, voilages, porte à sas... Toutes les professions du bâtiment seront mises à contribution au cours des prochaines années pour rendre les logements plus frugaux en énergie. Il est important pour l'environnement de pousser plus avant une politique de l'isolation où peuvent se rencontrer à la fois les préoccupations d'économie thermique et de lutte contre le bruit.

Tous ces changements dans les structures et les habitudes de consommation appelleront au niveau de l'individu, consommateur et usager des biens collectifs, que soient mis en place ou renforcés les moyens de formation et d'information de l'opinion. Le recyclage par exemple ne pourra véritablement apporter une contribution significative à l'approvisionnement en matières premières, et également à la défense de la qualité de l'environnement, que lorsque d'une part les consommateurs seront disposés à admettre des produits recyclés - et à cet égard l'Etat doit donner l'exemple en réservant une part de ses marchés à de tels produits (papiers provenant de papiers recyclés, matériaux de construction) ; lorsque d'autre part ces consommateurs qui sont à la source d'une part importante des matières à recycler seront associés efficacement aux opérations. Il est pensable à cet égard de le faire au stade des opérations de tri préalable à la collecte, afin de rendre économiquement rentable l'ensemble du processus : encore faut-il l'organiser convenablement et non se fier à l'improvisation et aux seules bonnes volontés.

Besoins artificiels

Si la première condition relève plus de l'information qui pourra améliorer

l'image de marque du produit recyclé, la seconde sera rendue possible par la réglementation, une incitation financière et une conscience de la responsabilité collective. Il serait bon de prévoir des modalités d'encadrement de la publicité et de l'information afin de mettre un terme à celles qui, en sollicitant toujours davantage le consommateur, le poussent à des consommations excessives ou inutiles. Cet effort tendrait à éviter la création de besoins artificiels générateurs de gaspillage, voire nocifs pour la santé.

Certains pays étrangers ont ainsi engagé une lutte contre les consommations notoirement nocives pour la santé, par la publicité, la réglementation et le système des prix dissuasifs. Cet encadrement de la publicité pourra également tempérer les gaspillages publicitaires : certains ont estimé que l'on devrait décourager les formes de publicité qui forcent les portes de la vie privée (tracts publicitaires imposés dans les voitures, provoquant une pollution de la voie publique où ils sont immédiatement abandonnés, ou dans les boîtes à lettres).

Un développement et un renforcement des associations de défense des consommateurs permettraient à ces derniers d'effectuer des choix plus conformes à leur intérêt en les informant sur la nature et la qualité des produits offerts. Dans cet esprit, pourrait être rendu obligatoire un étiquetage d'impact qui, en plus des indications concernant le produit et ses effets directs possibles (composition, durabilité) donnerait un ensemble d'informations sur les impacts de ce produit et de son conditionnement (emballage) sur l'environnement (effets polluants, possibilité de recyclage, coût d'élimination, etc.).

Economie et bien-être

Les pouvoirs publics en liaison avec ces associations de consommation pourraient organiser sans délai une procédure systématique d'enquêtes sur les différents produits, confiée à une commission indépendante chargée de publier les résultats de ses recherches. Cette commission s'attacherait à dégager un certain nombre de données sur les bilans des différents processus de production et de consommation des produits au regard de la conservation des ressources (matières premières, énergie) de l'environnements (déchets, impacts divers) et du service rendu. Elle chercherait en particulier à caractériser la durabilité

de ces produits par une approche analogue à celle de la démographie, afin d'explorer les relations existant entre le flux des biens produits, les stocks, leur maintenance et leur entretien, leur durée de vie, et le devenir de leurs déchets. Ces différents éléments permettraient d'infléchir les choix de durée de vie prenant à la fois en compte la meilleure gestion des ressources et le juste besoin d'innover du consommateur.

En orientant ces mutations de la consommation dans le sens d'une utilisation plus parcimonieuse de l'énergie et des matières premières, la politique de l'environnement rencontrera ainsi les exigences d'une politique d'économie. Elle ouvrira la voie à des attitudes de vie plus conformes à une augmentation du bien-être identifié, non plus à la possession d'objets toujours plus nombreux et dont l'obsolescence rapide était jusqu'à présent le plus sûr gage de leur renouvellement, mais à la satisfaction réelle de besoins, sans fuite éperdue dans la consommation.

En orientant cette mutation vers une plus grande qualité de la vie et un souci accru du ménagement des ressources, la politique économique aura démontré qu'elle valorise désormais, au-delà d'une rentabilité immédiate, certaines aspirations profondes et répond au souci d'un futur dont les dimensions seront bientôt le résultat des comportements actuels.

